



**HAL**  
open science

## Libertarisme de gauche

Speranta Dumitru

► **To cite this version:**

Speranta Dumitru. Libertarisme de gauche : Editorial. Raisons politiques, 2006, Libertarisme de gauche, 3 (23), pp.5-8. 10.3917/rai.023.0005 . hal-01509661

**HAL Id: hal-01509661**

**<https://hal.science/hal-01509661>**

Submitted on 20 Apr 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## ÉDITORIAL

Speranta Dumitru

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Raisons politiques](#) »

2006/3 n° 23 | pages 5 à 8

ISSN 1291-1941

ISBN 2724630484

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-3-page-5.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Speranta Dumitru, « Éditorial », *Raisons politiques* 2006/3 (n° 23), p. 5-8.  
DOI 10.3917/rai.023.0005  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SPERANTA DUMITRU

## Éditorial

---

LE MOT *LIBERTARIEN* est peu utilisé en français. Il ne s'est pas imposé dans la langue de tous les jours, où l'appellation de *libéral* suffit, désormais, à quiconque souhaite déstabiliser son contradicteur politique, voire le faire renier une partie de ses dires. Le terme ne semble pas non plus indispensable en théorie politique, où le libertarisme est synonyme de doctrine de droite, excentrique, insensible aux inégalités sociales, dénuée de fondement sociologique et oiseuse pour comprendre les institutions. Dans ce contexte, l'expression *libertarisme de gauche* a tout d'un oxymore.

Cependant, le libertarisme de gauche est une théorie politique en pleine effervescence dont on aurait tort de manquer le développement récent. Cette théorie de la justice, qui définit ce que nous devons les uns aux autres, formule ses principes en termes de droits de propriété, comme le faisait le libertarisme classique. Elle s'aligne aussi sur ce dernier en matière de respect des droits individuels, en défendant un droit absolu de chacun au contrôle et à la pleine propriété de sa personne. Mais elle s'en sépare fermement lorsqu'il s'agit de spécifier les droits de propriété sur le monde. Le partage de ses ressources ne saurait être, selon le libertarisme de gauche, gouverné autrement que par un principe égalitaire. Quelle que soit l'unité de mesure retenue pour évaluer cette égalité, tous les libertariens de gauche sont d'accord pour soutenir que personne n'a le droit de s'approprier une part plus grande des ressources du monde que celle des autres.

Certains verront dans cette obstination à s'appuyer sur le concept de propriété une simple manie anglo-saxonne. C'est d'ailleurs dans ces termes que Henry George, l'un des précurseurs américains du libéralisme de gauche au 19<sup>e</sup> siècle, l'avait ironiquement présentée : « nous, les anglophones, avons été élevés dans le respect superstitieux des *droits* des propriétaires fonciers, comme l'étaient les anciens Égyptiens à l'égard du crocodile<sup>1</sup>. » Cet éclaircissement a ses limites, tout comme l'explication ethnique qui l'accompagne. Toujours est-il qu'à partir du 18<sup>e</sup> siècle, les tenants francophones du socialisme libéral – Hyppolite Colins, François Huet et Léon Walras – se rallient eux aussi au même langage et aux mêmes questions.

Il existe en effet de bonnes raisons pour employer le langage de la propriété. D'abord, faire de chacun d'entre nous le possesseur légitime d'une partie des ressources du monde rend l'engagement égalitaire du libéralisme de gauche plus solide que ne l'est celui de nombre de courants traditionnellement situés « à gauche ». Sa robustesse tient à ce qu'il se refuse de justifier un quelconque devoir d'assistance sur la base de la solidarité, de l'humanisme ou de l'égalité républicaine. En revanche, chacun d'entre nous a droit, comme tout propriétaire légitime, à une part égale des ressources du monde et peut donc revendiquer son dû, sans devoir marchander.

En outre, il s'avère que même la critique sociale la plus puissante, y compris marxiste, ne saurait se passer de la notion de droits de propriété. C'est ce que Gerald Cohen, philosophe d'Oxford que l'on qualifie habituellement de « marxiste analytique », a brillamment mis en lumière<sup>2</sup>. Lorsque les marxistes protestent que les capitalistes volent le temps de travail des ouvriers, ils soutiennent implicitement que ce temps de travail appartient légitimement aux ouvriers. Car comment pourrait-on *voler* à quelqu'un quelque chose qui n'est pas sa propriété et prétendre qu'il s'agit là de la plus grave injustice ? Si la critique de l'exploitation est légitime – et elle l'est – alors le respect de la propriété de soi-même et de sa force de travail doit être une exigence de justice. Affirmer le principe de la propriété de soi-même, c'est rendre à nos personnes tous les droits de contrôle

---

1. Henry George, *Progrès et pauvreté. Enquête sur la cause des crises industrielles et de l'accroissement de la misère au milieu de l'accroissement de la richesse. Le remède*, trad. de l'angl. par P.-L. Le Monnier, Paris, Guillaumin, 1887, p. 344.

2. Gerald A. Cohen, *Self-Ownership, World-Ownership and Equality*, chap. 6, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

sur nous-mêmes. C'est reconnaître, comme le dit Hillel Steiner, libertarien de gauche emblématique, que « nos corps doivent être occupés par leurs propriétaires<sup>3</sup> ».

Ce volume s'organise autour de la version que Michael Otsuka, l'un des plus notables libertariens de gauche d'aujourd'hui, a donnée de cette théorie. Son approche est des plus égalitaires mais elle s'avère aussi l'une des plus provocatrices, son auteur ne craignant pas d'aller jusqu'au bout de ses raisonnements et d'en tirer toutes les conséquences politiques. Dans un article inédit, rédigé spécialement pour ce volume, Michael Otsuka explore certaines de ces conséquences, notamment sur la légitimité de l'autorité politique, et développe, pour le lecteur francophone, les principaux arguments de son livre, *Libertarianism without Inequality*<sup>4</sup>.

Les contributions qui suivent s'organisent en deux catégories. Les quatre premières explorent la solidité théorique du libertarisme de gauche. Jean-Fabien Spitz doute que l'association entre la propriété de soi et l'égale propriété des ressources du monde puisse aboutir à un équilibre stable et craint qu'elle ne conduise ou bien à un retour au libertarisme classique ou bien à la négation de la propriété de soi. Axel Gosseries se demande jusqu'à quel point le libertarisme peut être poussé « à gauche » et, en le comparant au hobbesiannisme de gauche, ouvre un débat plus général sur les stratégies qu'une théorie peut employer pour justifier une plus grande redistribution. Raul Magni Berton doute qu'une théorie de la justice puisse rester absolument procédurale, sans faire référence au bien en vue duquel les ressources sont distribuées, et se demande si un libéralisme perfectionniste n'est pas préférable au libertarisme de gauche. Vincent Bourdeau, enfin, pose une question à la fois historique et théorique : peut-on voir en Léon Walras un précurseur du libertarisme de gauche et quel est le rapport entre ce courant et le républicanisme français ?

La seconde catégorie d'articles explore des thèmes politiques plus appliqués. Anca Gheaus se demande si la proposition de Michael Otsuka de taxer la délinquance, afin de redistribuer davantage de ressources aux personnes à handicap, peut être une mesure juste à l'égard des délinquants et respectueuse à l'égard des

3. Hillel Steiner, *An Essay on Rights*, Cambridge, Blackwell, 1995, p. 232.

4. Michael Otsuka, *Libertarianism without Inequality*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

handicapés. Geert Demuinjck souligne que l'héritage est l'un des facteurs qui aggravent les inégalités, mais se demande si l'interdiction de l'héritage et du don entre vivants prônée par Otsuka ne revient pas à nier le principe de la propriété de soi. Speranta Dumitru s'inquiète que l'information génétique puisse être considérée par un autre libertarien de gauche, Hillel Steiner, comme une ressource naturelle dont la valeur est à partager également, ne serait-ce que parce que cette solution conduit elle-même à un paradoxe.

Nous avons demandé à Michael Otsuka de répondre aux critiques à la fin de ce volume et le débat ne fait que commencer. La réalisation de ce numéro spécial doit beaucoup à l'esprit de coopération sociale que partagent ses auteurs, ainsi qu'à l'aide individuelle de Roberto Merrill, Alex Jaunait et Éléonore Beurlet.